**REGLEMENT DES JARDINS FAMILIAUX**

Les jardins familiaux, définis par le Code rural, sont des «terrains divisés en parcelles affectées à des particuliers pratiquant le jardinage pour leurs propres besoins ou ceux de leur famille, à l’exclusion de tout usage commercial»

Les locataires des jardins s’engagent à respecter les dispositions du présent règlement .En outre, ils s’efforceront de pratiquer un jardinage le plus respectueux possible de l’environnement (variété des plantes cultivées en faveur de la biodiversité, engrais naturels, compostage...) L’utilisation de produits phytosanitaires est strictement interdit.

**1 –Bien mis à disposition**

Une parcelle de jardin de 50 à 100 m2 délimitée au prix de 15 € annuels .

**2 –Attribution**

L’attribution des jardins est décidée par la commune sur la base des critères cumulatifs suivants:

-Etre en residence principale à Bussy en Othe (le locataire fournit les justificatifs de domicile que la commune est en droit de lui demander),

Les demandes se font par courrier ou courriel adressé à la mairie.

En cas de déménagement hors de la commune, les bénéficiaires sont dans l’obligation d’en informer la mairie sans délai. Ils pourront cependant récolter ce qu’ils ont planté. Tout bénéficiaire peut mettre fin à l’occupation du jardin sous réserve de respecter un délai de préavis d’un mois. La mise à disposition des jardins est effective à la signature du présent règlement, de l’état des lieux d’entrée et de la présentation d’une attestation d’assurance couvrant les dégâts des eaux et les incendies. Chaque lot est numéroté .Le présent règlement intérieur est signé et remis au locataire.

**3 –Conditions financières**

La jouissance de chacun des jardins attribués aux conditions prévues à l’article 2 est conditionnée par le versement d’un loyer annuel dont le montant est fixé par le conseil municipal.

Le loyer doit être versé dès signature du contrat.

Les locataires sont tenus de souscrire un contrat d’assurance contre les risques encourus et d’en faire preuve annuellement. La non-souscription d’un contrat d’assurance est un motif de résiliation du contrat de location. En cas de dégradation des biens mis à disposition, le locataire pourra être mis en demeure de rembourser les frais de remise en état

**.4 –Conditions générales d’occupation.**

 L’occupant devra prendre soin des lieux mis à disposition et laisser le propriétaire les visiter ou les faire visiter, chaque fois que cela sera nécessaire

.L’occupation du jardin est accordée sous forme de bail précaire pour une durée d’un an tacitement renouvelable. En cas de défaut d’entretien, un rappel sera effectué. En l’absence de reprise de l’entretien ou de justification acceptée, la procédure de résiliation sera engagée (article 9).

**5 –Exploitation du jardin**

Le terrain mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination à savoir principalement la pratique du jardinage. La jouissance du jardin est personnelle. Le titulaire ne peut la rétrocéder à qui que ce soit. Cette jouissance demeure subordonnée à l’observation intégrale des dispositions du présent règlement. Chaque jardin doit être cultivé aves soin par le bénéficiaire lui-même ou un membre de sa famille. La commune ne pourra être rendue responsable des dégâts de quelque nature qu’ils soient qui seraient commis par l’un ou l’autre des bénéficiaires des jardins, ni des accidents qui surviendraient soit à eux soit à des tiers.

La plantation d’arbres et de bambous est interdite sur la parcelle.

**6 –Animaux**

L’élevage ou l’installation permanente d’animaux sont expressément interdits (poules, lapins, chèvres et généralement tous animaux de basse-cour, tous animaux de compagnie). Les chiens doivent être tenus en laisse. Sont interdits toutes constructions ainsi que l’installation de cuves, bidons ou diverses réserves d’eau.

**7 -Respect des droits des tiers**

Tous devront respecter, avec la plus grande délicatesse, les jardins des voisins. L’accès aux véhicules motorisés est interdit. Le locataire, par le présent règlement, veillera à ne pas nuire à la tranquillité des autres occupants et à respecter les droits de voisinage. Interdiction est faite à l’occupant de brûler à l’air libre des déchets végétaux ou autres, d’entreposer des produits qui pourraient être à l’origine de feux, explosions ou autres. De plus, sont interdits:

• Les barrières permanentes

• L’apport de terre extérieure

• Les plantes envahissantes et illicites

 Dans les parties communes d’occupation, l’occupant ne pourra rien déposer qui puisse présenter un danger ou une gêne pour les autres occupants. Le dépôt et le stockage de bois est interdit. Seul le dépôt des déchets verts est autorisé dans le secteur spécifiquement aménagé à cet effet

**8 Responsabilité**

 Le locataire est responsable de tous les dommages qui pourraient survenir du fait de la jouissance des droits afférents à l’occupation des jardins, des activités qui y sont pratiquées et des objets et matériaux, installations qui s’y trouvent. La commune, pour sa part, décline toute responsabilité pour les cas ordinaires tels que la sécheresse, l’inondation, l’incendie, les vols qui pourraient survenir aux dépens du locataire, de sa famille, de tiers ou à leurs biens, ainsi que tout autre acte de vandalisme entraînant la destruction de tout ou partie des récoltes

.9 Fin de l’attribution

**9 –1 Résiliation à l’initiative du bénéficiaire**

Tout bénéficiaire peut mettre fin à l’occupation du jardin sous réserve de respecter un délai de préavis d’un mois. A compter de l’état des lieux sortant, la commune reprendra la jouissance du jardin.

**9 –2 Résiliation à l’initiative de la commune**

La résiliation est prononcée par la commune pour non-respect du règlement intérieur, et en particulier dans les cas suivants:

-Déménagement non signalé hors du territoire communal-Insuffisance de culture ou d’entretien

-Exploitation commerciale du jardin familial-Non-respect de l’interdiction de brûler sur place les herbes fauchée et tout autre produit

-Mauvais comportement avec altercation portant préjudice à un climat de bon voisinage

-Non-souscription d’un contrat d’assurances

=La résiliation peut aussi être prononcée pour défaut de paiement du loyer.

Procédure de résiliation.

 Avant toute décision de résiliation d’un jardin pour les raisons évoquées au paragraphe précédent, le locataire concerné sera convoqué par lettre par la commune et sera invité à fournir des explications et/ou à régulariser sa situation. A la suite de cet entretien, une décision définitive sera notifiée au locataire. La reprise du terrain pour manquement grave au règlement s’appliquera de plein droit, huit jours après la notification d’exclusion. Pendant ce délai de huit jours, le terrain devra être remis en état à l’exception des plantes qui pourront rester en place .

Déclare avoir pris connaissance le ...............................

Le locataire

NOM: ............................................Prénom: ..........................................Signature: